

Nicolas HULOT a été auditionné hier par la Commission des Affaires Économiques du Sénat. Ses propos lors de cette dernière suscitent l'incompréhension et la colère des personnels des IEG. Manifestement, il y a décalage entre réalité et idéologie.

Il est un peu facile d'utiliser les « injonctions de la Commission Européenne » comme excuse pour soutenir les thèses écologistes tout en ménageant les capitaux...

Les TRV (Tarifs Réglementés de Vente), qu'ils soient pour le gaz ou l'électricité, sont la garantie pour le consommateur que quel que soit son lieu d'habitation, il payera son énergie au même prix. **La fin de ces tarifs est la fin du Service Public Républicain de l'énergie.**

Si la France cède à la Commission Européenne sur les TRV, les citoyens français subiront de plein fouet les fluctuations du marché boursier de l'énergie et une fin de cohésion territoriale. Tout cela a pour vocation de **répondre aux intérêts des fournisseurs alternatifs à des fins purement financières.**

Les fermetures voulues et/ou annoncées de centrales nucléaires sont inacceptables. **Monsieur HULOT devrait à minima prendre en compte que le nucléaire en France :**

- Est la 3^e filière industrielle de France avec 220 000 salariés.
- Contribue à un prix de l'électricité parmi les plus bas d'Europe.
- N'émet pas de CO₂.
- Limite le déficit commercial.

Quant aux fermetures annoncées des centrales au charbon pour 2023, c'est également un non-sens, puisque ces centrales contribuent à **la sécurité d'approvisionnement de la France** comme ces derniers hivers l'ont encore démontré.

Monsieur HULOT devrait retenir que son patron, le Président de la République, a été l'artisan de la reprise d'AREVA NP par EDF puis du lancement du projet Hinkley Point... Promouvoir le nucléaire en Grande-Bretagne et vouloir le sacrifier en France ? Où est la cohérence ?

Autre sujet, mêmes conséquences. Monsieur HULOT qui prône le développement des énergies renouvelables souhaite plier devant les velléités de l'Europe sur les concessions hydrauliques...

Pour quelles raisons ? Laisser ces outils industriels aux mains d'investisseurs privés ? Sacrifier l'hydraulique implanté dans les territoires et utile aux collectivités locales ?

L'État et le Gouvernement doivent rappeler à Monsieur HULOT que l'intérêt de la France et ses citoyens doit être prioritaire à des déclarations idéologiques et dogmatiques.

Monsieur HULOT, en cette période estivale, devrait en profiter pour prendre des vacances afin de réfléchir sur une approche plus pragmatique des dossiers qu'il a en charge.